

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 36.840/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Ministre de l'Économie, le 25 mars 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "transposant en droit belge la directive européenne 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information", a donné le 19 avril 2004 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Articles 2 et 7 à 9

Dans le second alinéa en projet à l'article 2, c), il serait préférable d'écrire, comme dans l'article 4, paragraphe 2, de la directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information, "le droit de distribution" plutôt que "le droit de contrôler la revente", qui est l'expression utilisée dans le considérant 28 du préambule de cette directive. Le droit de distribution s'entend en effet du droit exclusif des auteurs d'autoriser ou d'interdire toute forme de distribution au public, par la vente ou autrement, de l'original de leurs œuvres ou de copies de celles-ci; il n'y a donc pas lieu de limiter à la seule revente l'épuisement de ce droit.

Dans le même ordre d'idées, il paraît également souhaitable d'adapter l'article 35, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, afin qu'il en ressorte clairement que le droit exclusif de distribution "dans la Communauté" n'est épuisé qu'en cas de première vente "ou premier autre transfert de propriété" dans la Communauté par le titulaire du droit ou avec son consentement.

La même observation vaut pour les articles 39, alinéa 3, et 44, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994, précitée.

Articles 6, 11 et 24

Le premier paragraphe de l'article 5 de la directive 2001/29/CE, précitée, exempte du droit de reproduction prévu par son article 2, les actes de reproduction provisoires visés à l'article 22, § 1^{er}, 5^o *bis*, en projet à l'article 4, e), ainsi qu'à l'article 46, alinéa 1^{er}, 4^o *bis*, en projet à l'article 10, c), sans permettre aux États membres de lever cette exemption. Aussi ne peuvent-ils non plus autoriser, comme le font les articles 6 et 11 de l'avant-projet, d'éventuelles dérogations contractuelles à cette exemption inconditionnelle, fût-ce lorsque les oeuvres ou prestations protégées "sont mises à la disposition du public à la demande selon les dispositions contractuelles de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement". Les exemptions prévues pour les actes de reproduction provisoires précités doivent par conséquent demeurer impératives et, partant, être exclues du champ d'application des dispositions en projet aux articles 6 et 11 de l'avant-projet.

Il paraît en aller de même pour l'alinéa en projet à l'article 24, puisque les "droits et obligations de l'utilisateur légitime" établis par l'article 8 de la directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données ne sont pas sujets à aménagement par les États membres, contrairement aux exceptions au droit "sui generis" ⁽¹⁾ que l'article 9 de la même directive leur permet d'établir ou non. Ces "droits et obligations de l'utilisateur légitime" étant définis par les articles 8 à 10 de la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, l'alinéa en projet à l'article 24 ne pourrait donc s'appliquer à ces articles, de sorte qu'il conviendrait d'en limiter l'application aux exceptions prévues par l'article 7 de la loi du 31 août 1998, précitée.

⁽¹⁾ À cet égard, le dernier alinéa du commentaire de l'article 24 dans l'exposé des motifs paraît du reste procéder d'une confusion, en ce qu'il indique que "Cette modification vise à préciser qu'il peut être contractuellement dérogé aux exceptions au droit d'auteur", puisque ce dernier fait l'objet des articles 3 à 6 de la directive 96/9/CE précitée, ainsi que de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, et non de la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, la portée de cette loi étant limitée aux droits "sui generis", ainsi qu'il ressort de son article 3, alinéa 2.

Articles 13, 14 et 17

À l'article 14, il semble que l'article 56, alinéa 5, en projet, dispose :

"Le Roi peut fixer une liste des supports et appareils qui ne sont pas utilisés de manière significative pour la reproduction privée d'œuvres et de prestations sur tout support autre que sur papier ou support similaire et qui ne sont pas soumis à la rémunération pour la reproduction privée."

Il semble que cette habilitation ne se distingue pas de celle prévue par l'article 55, alinéa 3, en projet à l'article 13, c), en vertu de laquelle

"(Le Roi) détermine quels appareils et supports sont utilisés de manière significative pour la reproduction privée d'œuvres et de prestations sur tout support autre que sur papier ou support similaire"

afin de les soumettre à la rémunération pour la reproduction privée.

Si tel est le cas, cette redite sera de préférence évitée; sinon, il conviendra de mieux faire apparaître en quoi différerait la portée de ces deux habilitations, en les regroupant éventuellement dans une même disposition.

À l'article 17, les alinéas 3 et 4 de l'article 59, en projet, appellent une observation similaire.

Articles 21, 23, 28 et 29

L'article 21 de l'avant-projet a pour objet de modifier l'article 81 de la loi du 30 juin 1994, précitée, notamment afin qu'il vise également les délits prévus à l'article 79*bis* en projet à l'article 19.

À la lecture de ce nouvel article 79*bis* et de l'exposé des motifs, il apparaît cependant que seuls les comportements incriminés par son paragraphe 1^{er} seraient érigés en infractions pénales, à l'exclusion de la méconnaissance des obligations imposées par ses paragraphes 2 et 5.

.../...

Il convient par conséquent de ne viser, dans les modifications prévues par l'article 21 de l'avant-projet, que ce paragraphe 1^{er} de l'article 79*bis*. En outre, sur le vu de ce qui précède, il serait préférable d'éviter le recours au terme "infraction" dans le paragraphe 1^{er} de l'article 87*bis* en projet à l'article 23, et donc d'écrire "toute violation de l'article 79*bis*, §§ 2 et 5".

Dans le 1° de ce même article 87*bis*, § 1^{er}, la périphrase "de bénéficiaire desdites exceptions dans la mesure nécessaire pour en bénéficier lorsque le bénéficiaire", qui ne correspond pas au texte néerlandais, doit être évitée.

Les mêmes observations valent, mutatis mutandis, pour les articles 28 et 29.

Enfin, en ce qu'ils règlent la compétence du président du tribunal de première instance, les articles 23 et 29 de l'avant-projet doivent être adoptés selon la procédure visée à l'article 77 de la Constitution, contrairement à ce que prévoit l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet; il y a du reste également lieu d'adapter, selon cette même procédure visée à l'article 77 de la Constitution, l'article 587, alinéa 1^{er}, 7° et 8°, du Code judiciaire ⁽²⁾.

Pour le surplus, l'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que l'article 7 de l'avant-projet de loi modifiant la loi du 28 novembre 2000 relative à la criminalité informatique, la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, et la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste

(2) Voir l'observation formulée sur l'article 1^{er} dans l'avis 26.550/2, donné le 5 novembre 1997, sur un avant-projet de loi transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, devenu la loi du 10 août 1998 transposant en droit judiciaire belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, que l'article 29 du projet a pour objet de compléter, ainsi que l'observation sur l'article 1^{er} dans l'avis 32.682/1, donné le 28 février 2002, sur un avant-projet de loi "sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information", observation qui se conclut de la sorte : "Étant donné qu'il est d'usage que les ministres qui ont dans leurs attributions la matière réglée par un projet de loi soient associés à sa proposition, le projet comprenant les dispositions relatives à l'organisation des tribunaux devrait être proposé également par le Ministre de la Justice."

allemand pendant la seconde guerre mondiale ⁽³⁾ tend à remplacer l'article 81 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, de sorte qu'il serait souhaitable de coordonner ce remplacement avec les modifications prévues à l'article 21 de l'avant-projet.

Article 30

Afin d'éviter toute équivoque, il serait souhaitable de compléter cet article par les mots suivants : "en application de l'article 39, alinéa 5, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, tel qu'il était rédigé avant sa modification par l'article 8, c), de la présente loi".

Observation finale

L'auteur de l'avant-projet a pris soin de joindre à sa demande d'avis le texte des dispositions légales telles qu'elles se présenteraient après leur modification par les dispositions en projet, en regard de la rédaction actuelle de ces mêmes dispositions légales que l'avant-projet tend à modifier.

Le délégué du ministre a, en outre, transmis au Conseil d'État un document reproduisant les dispositions pertinentes de la directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information en regard des dispositions de l'avant-projet qui en assureraient la transposition.

Il serait utile de joindre ces deux documents, ainsi d'ailleurs que le texte de cette directive, aux projets de loi qui seront présentés aux Chambres; en particulier, le second de ces documents leur permettra de se prononcer en meilleure connaissance de cause sur le choix des moyens que le Gouvernement leur propose de mettre en oeuvre et d'éviter que l'exercice du droit d'amendement prévu par l'article 76 de la Constitution

⁽³⁾ Cet avant-projet fait l'objet d'une demande d'avis enrôlée le 7 avril 2004 sous le 36.929/4.

excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen reconnaît aux États membres.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.840/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 maart 2004 door de Minister van Economie van verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende de omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn 2001/29/EG van 22 mei 2001 betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij", heeft op 19 april 2004 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Artikelen 2 en 7 tot 9

Het zou beter zijn in het ontworpen tweede lid, in artikel 2, c), "distributierecht" te schrijven, zoals in artikel 4, lid 2, van richtlijn 2001/29/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 mei 2001 betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij, in plaats van "recht om controle uit te oefenen op de doorverkoop", welke uitdrukking enigszins aansluit bij die gebruikt in overweging 28 van de aanhef van die richtlijn. Het distributierecht is immers het uitsluitende recht van de auteurs om iedere vorm van distributie onder het publiek van het origineel van hun werken of kopieën daarvan, door verkoop of anderszins, toe te staan of te verbieden; er is dus geen reden om de uitputting van dat recht te beperken tot doorverkoop alleen.

Volgens dezelfde redenering lijkt het tevens wenselijk artikel 35, § 1, vierde lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten aan te passen, zodat daaruit duidelijk blijkt dat het uitsluitende recht voor distributie "in de Gemeenschap" slechts uitgeput is in geval van een eerste verkoop "of een eerste andere eigendomsoverdracht" in de Gemeenschap door de houder van het recht of met diens toestemming.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 39, derde lid, en 44, tweede lid, van de genoemde wet van 30 juni 1994.

Artikelen 6, 11 en 24

Artikel 5, lid 1, van de genoemde richtlijn 2001/29/EG, stelt de tijdelijke reproductiehandelingen bedoeld in het ontworpen artikel 22, § 1, 5°bis, in artikel 4, e), en in het ontworpen artikel 46, eerste lid, 4°bis, in artikel 10, c), vrij van het reproductierecht waarin artikel 2 van die richtlijn voorziet, zonder dat de lidstaten daarbij de mogelijkheid wordt geboden die vrijstelling op te heffen. Bijgevolg kunnen ze ook niet, zoals geschiedt in de artikelen 6 en 11 van het voorontwerp, eventuele afwijkingen op contractuele basis van die onvoorwaardelijke vrijstelling toestaan, zelfs niet wanneer die beschermde werken of prestaties "voor het publiek beschikbaar zijn gesteld op grond van overeengekomen bepalingen op zodanige wijze dat leden van het publiek daartoe toegang hebben op een door hen individueel gekozen plaats en tijd.". De vrijstellingen waarin is voorzien voor de genoemde tijdelijke reproductiehandelingen moeten bijgevolg bindend blijven en derhalve uitgesloten worden van de werkingssfeer van de ontworpen bepalingen van de artikelen 6 en 11 van het voorontwerp.

Hetzelfde lijkt te gelden voor het ontworpen lid in artikel 24, aangezien de "rechten en verplichtingen van de rechtmatige gebruiker", vastgesteld bij artikel 8 van richtlijn 96/9/EG de rechtsbescherming van databanken, niet door de lidstaten kunnen worden aangepast, in tegenstelling tot de uitzonderingen op het recht "sui generis" ⁽¹⁾, die ze luidens artikel 9 van dezelfde richtlijn al of niet mogen vaststellen. Aangezien die "rechten en verplichtingen van de rechtmatige gebruiker" vastgesteld zijn in de artikelen 8 tot 10 van de wet van 31 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken, kan het in artikel 24 ontworpen lid dus niet van toepassing zijn op die artikelen, zodat de toepassing ervan beperkt dient te worden tot de uitzonderingen genoemd in artikel 7 van de genoemde wet van 31 augustus 1998.

⁽¹⁾ Wat dat betreft, lijkt het in het laatste lid van de bespreking van artikel 24 in de memorie van toelichting overigens om een vergissing te gaan, voorzover daarin het volgende staat "Deze wijziging verduidelijkt dat op contractuele basis kan afgeweken worden van de uitzonderingen (op het auteursrecht)", daar dit recht het onderwerp is van de artikelen 3 tot 6 van de genoemde richtlijn 96/9/EG, en van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, en niet van de wet van 31 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken. De strekking van laatstgenoemde wet is immers beperkt tot de rechten "sui generis", zoals blijkt uit artikel 3, tweede lid, ervan.

Artikelen 13, 14 en 17

In artikel 14 blijkt het ontworpen artikel 56, vijfde lid, het volgende te bepalen:

"De Koning kan een lijst van dragers en apparaten vaststellen die niet op aanzienlijke wijze gebruikt worden voor het reproduceren voor eigen gebruik van werken en prestaties op eender welke drager andere dan papier of soortgelijke drager, en niet onderhevig zijn aan de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik".

Die machtiging lijkt zich niet te onderscheiden van die waarin het ontworpen artikel 55, derde lid, voorziet in artikel 13, c), krachtens hetwelk

"(de Koning) (vaststelt) welke apparaten en dragers op aanzienlijke wijze gebruikt worden voor het reproduceren voor eigen gebruik van werken en prestaties op eender welke drager andere dan papier of soortgelijke drager"

om daarvoor een vergoeding voor reproductie voor eigen gebruik te laten betalen.

Indien dat zo is, is het beter die herhaling te vermijden; zo niet moet beter worden aangegeven waarin de strekking van de twee machtigingen verschilt door ze eventueel in eenzelfde bepaling samen te brengen.

Het ontworpen artikel 59, derde en vierde lid, in artikel 17, geeft aanleiding tot een soortgelijke opmerking.

Artikelen 21, 23, 28 en 29

Artikel 21 van het voorontwerp strekt ertoe artikel 81 van de voormelde wet van 30 juni 1994 te wijzigen, inzonderheid opdat daarin eveneens verwezen wordt naar de strafbare feiten bepaald bij het in artikel 19 ontworpen artikel 79bis.

Bij het lezen van dat nieuwe artikel 79bis en de memorie van toelichting blijkt evenwel dat alleen de gedragingen die bij paragraaf 1 van dat artikel strafbaar worden gesteld, strafbare feiten in strafrechtelijke zin worden, hetgeen niet zou gelden voor het niet-nakomen van de verplichtingen vervat in de paragrafen 2 en 5.

In de wijzigingen die bij artikel 21 van het voorontwerp worden aangebracht, behoort bijgevolg alleen naar die paragraaf 1 van artikel 79*bis* te worden verwezen. In het licht van hetgeen voorafgaat zou het voorts beter zijn om in paragraaf 1 van het ontworpen artikel 87*bis*, dat bij artikel 23 wordt ingevoegd, niet met de term "inbreuk op" te werken en dus te schrijven "elke schending van artikel 79*bis*, §§ 2 en 5".

In de Franse tekst van datzelfde artikel 87*bis*, § 1, 1°, wordt het best niet gewerkt met de omschrijving "de bénéficié desdites exceptions dans la mesure nécessaire pour en bénéficier lorsque le bénéficiaire", die niet overeenstemt met de Nederlandse tekst.

Deze opmerkingen gelden mutatis mutandis eveneens voor de artikelen 28 en 29.

Doordat de artikelen 23 en 29 van het voorontwerp de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van de eerste aanleg regelen, moeten ze, ten slotte, worden aangenomen volgens de procedure waarin artikel 77 van de Grondwet voorziet, in tegenstelling tot hetgeen bepaald wordt in artikel 1, eerste lid, van het voorontwerp; voorts dient ook artikel 587, eerste lid, 7° en 8°, van het Gerechtelijk Wetboek te worden aangepast volgens diezelfde procedure, waarvan sprake is in artikel 77 van de Grondwet ⁽²⁾.

Voor het overige wordt de steller van het voorontwerp er opmerkzaam op gemaakt dat artikel 7 van het voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 28 november 2000 betreffende de informaticacriminaliteit, de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, en van de wet van 23 maart 1995 tot

⁽²⁾ Zie de opmerking die gemaakt is over artikel 1 in advies 26.550/2n dat op 5 november 1997 is uitgebracht over een voorontwerp van wet houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken, welk voorontwerp geleid heeft tot wet van 10 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch gerechtelijk recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken, tot de aanvulling waarvan artikel 29 van het voorontwerp strekt, alsook de opmerking die gemaakt is over artikel 1 in advies 32.682/1, dat op 28 februari 2002 is uitgebracht over een voorontwerp van de wet "betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij", welke opmerking als volgt besloten wordt: "Aangezien het gebruikelijk is dat de ministers die bevoegd zijn voor de aangelegenheid die wordt geregeld, het ontwerp van wet mede voordragen, zou het ontwerp waarin de bepalingen in verband met de organisatie van de rechtbanken voorkomen, ook door de Minister van Justitie moeten worden voorgedragen."

bestrafing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duits nationaal socialistisch regime is gepleegd ⁽³⁾, ertoe strekt artikel 81 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten door een nieuwe tekst te vervangen, zodat het wenselijk zou zijn die vervanging af te stemmen op de wijzigingen die in artikel 21 van het voorontwerp vervat zijn.

Artikel 30

Teneinde elke dubbelzinnigheid te voorkomen, zou dit artikel moeten worden aangevuld met de volgende woorden:

" Krachtens artikel 39, vijfde lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, zoals die bepaling gesteld was voor de wijziging ervan bij artikel 8, c), van deze wet".

Slotopmerking

De steller van het voorontwerp heeft ervoor gezorgd dat zijn adviesaanvraag vergezeld gaat van een document in tabelvorm, met aan de ene kant de huidige redactie van de wetsbepalingen die men via het voorontwerp wil wijzigen, en daartegenover de tekst van diezelfde wetsbepalingen zoals die zullen luiden na de wijziging ervan bij de ontworpen bepalingen.

De gemachtigde van de minister heeft bovendien aan de Raad van State een document in tabelvorm overgezonden waarop de relevante bepalingen van richtlijn 2004/29/EG van het Europese Parlement en de Raad van 22 mei 2001 betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij vermeld staan, naast de bepalingen van het voorontwerp waarmee de omzetting ervan bewerkstelligd zou worden.

Het zou nuttig zijn die beide documenten, samen overigens met de tekst van de richtlijn, te voegen bij de wetsontwerpen die aan de Kamers zullen worden voorgelegd; inzonderheid het tweede van die documenten zal hen in staat stellen zich met een

⁽³⁾ Met betrekking tot dat voorontwerp is een adviesaanvraag ingediend die op 7 april 2004 onder het nummer 36.929/4 op de rol is ingeschreven.

grondiger kennis van zaken uit te spreken over de keuze van de middelen die de Regering hen voorstelt aan te wenden en te voorkomen dat de uitoefening van het amenderingsrecht vervat in artikel 76 van de Grondwet verder reikt dan de beoordelingsbevoegdheid die de lidstaten krachtens het Europees recht kunnen uitoefenen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS